



**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction interdépartementale et régionale de l'environnement,  
de l'aménagement, et des transports d'Île-de-France**

**Unité départementale du Val-de-Marne**

Service risques et installations classées (SRIC)  
12/14, rue des Archives  
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 02/12/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**REVIVAL**

3 route de l'Île-Saint-Julien  
94380 Bonneuil-sur-Marne

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2024/AH/N° 389GR  
Code AIOT : 0007402687

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2024 dans l'établissement REVIVAL implanté 3, route de l'Île-Saint-Julien à Bonneuil-sur-Marne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL
- 3 ROUTE DE L ILE SAINT JULIEN 94380 Bonneuil-sur-Marne
- Code AIOT : 0007402687
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Le site d'implantation, situé sur le Port de Bonneuil-sur-Marne au 3, route de l'Île-Saint-Julien sur la commune de Bonneuil-sur-Marne, exploité intégralement par la société REVIVAL (Siret : 616 620 092 000 83) depuis le 1er janvier 2016, était précédemment scindé en deux entités :

- la société GALLO a exercé des activités de récupération, tri et traitement de ferrailles et autres déchets métalliques en vue de leur réutilisation dans des installations industrielles, notamment des aciéries et fonderies, et une activité de transit de déchets électriques et électronique, jusqu'au 31 décembre 2015. Des activités de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage y étaient également autorisées et agréées. La société REVIVAL a déclaré avoir succédé à la société GALLOO en date du 1er janvier 2016 ;
- la société TIRFER a exploité un centre de traitement des ferrailles provenant principalement d'incinérateurs d'ordures ménagères jusqu'au 31 mars 2014. La société REVIVAL a déclaré avoir succédé à la société TIRFER à compter du 1er avril 2014.

Les principales activités exercées par la société REVIVAL sur le site sont maintenant les suivantes :

- une activité de regroupement, tri et traitement de déchets métalliques, constituant l'activité principale aussi bien en termes de surface utilisée qu'en termes de volumes de fonctionnement ;
- une activité de « Livre de police » métaux (centre d'apports volontaires) ;
- une activité de regroupement, tri et transit de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;
- une activité de réception, regroupement, tri et transit de déchets non dangereux d'origine industrielle (DND) ;
- une activité de réception, regroupement, tri et transit de déchets dangereux d'origine industrielle (DD) ;
- une activité de traitement de gros appareils électroménagers produisant du froid (GEM-F) et de chauffe-eaux.

Les installations sont classées administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (classement de l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2021) :

Rubriques	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume de l'activité
<b>3510</b>	<b>A</b>	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une activité de traitement physico-chimique	Traitement des GEM-F : <b>96 t/j</b>
<b>3550</b>	<b>A</b>	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	<b>417 t</b> (GEM-F en attente de traitement : 415 t + autres DEEE en transit : 1,65 t)
<b>2790</b>	<b>A</b>	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Traitement des GEM-F : <b>96 t/j</b>
<b>2791-1</b>	<b>A</b>	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2791. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	Traitement de déchets métalliques : <b>310 t/j</b> (cisailage : 20 t/h oxycoupage : 2 t/h)
<b>2718-1</b>	<b>A</b>	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	Regroupement de batteries usagées : <b>40 t</b>
<b>2711-1</b>	<b>E</b>	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	<b>5 922 m<sup>3</sup></b> (GEM-F en attente de traitement : 5 672 m <sup>3</sup> + autres DEEE en transit : 250 m <sup>3</sup> )
<b>2713-1</b>	<b>E</b>	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> .	Surface exploitée de : <b>5 600 m<sup>2</sup></b>

Rubriques	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume de l'activité
<b>2710-2-b</b>	<b>DC</b>	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup> .	Métaux non ferreux : <b>290 m<sup>3</sup></b>
<b>4725-2</b>	<b>D</b>	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t.	Quantité de gaz : <b>3,6 t</b> (72 bouteilles de 50 kg)

Les activités de l'établissement sont réglementées par les arrêtés suivants :

- Arrêté ministériel du 06 juin 2018 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;*
- Arrêté ministériel du 17 décembre 2019 *relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;*
- Arrêté ministériel du 12 janvier 2021 *relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;*
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°2021/01663 du 11 mai 2021.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
Modification de l'installation	Code de l'environnement, article R. 181-46 Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 1 <sup>er</sup>	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	/
Gestion déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux	Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 2.6.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
Surveillance des effluents gazeux	Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 2.6.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
Spinklage	Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article	/	Demande de justificatif à	2 mois

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	8.7.2		l'exploitant	
PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Bilan environnemental annuel	Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 2.8.1	Sans objet
Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 8.6.3	Sans objet
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 8.7.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ainsi, lors de l'inspection du 13 septembre 2024, qui consistait à vérifier la conformité de l'installation, vis-à-vis du code de l'environnement, de l'arrêté préfectoral d'autorisation et de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, 7 non-conformités et une observation ont été relevées :

- **Non-conformité n°1** : l'exploitant n'a pas transmis de porter à connaissance à la suite des modifications de son installation (article R. 181-46 du code de l'environnement)
- **Non-conformité n°2** : l'exploitant n'est pas en mesure de s'assurer du caractère non dangereux de déchets transitant sur site (article 13 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018).
- **Non-conformité n°3** : l'exploitant n'a pas à sa disposition les informations préalables pour les déchets d'incinération (article 13 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018).
- **Non-conformité n°4** : l'exploitant n'a pas transmis ou mis à jour les informations des effluents gazeux émis par les activités du site (article 2.6.2 de l'arrêté préfectoral du 11/05/2021).
- **Non-conformité n°5** : l'exploitant n'a pas réalisé la surveillance des effluents gazeux émis par les activités du site (article 2.6.3 de l'arrêté préfectoral du 11/05/2021).
- **Non-conformité n°6** : l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle de son système d'extinction automatique à eau (article 8.7.2 de l'arrêté préfectoral du 11/05/2021).
- **Non-conformité n°7** : l'exploitant n'a pas commenté les résultats de ses analyses concernant les PFAS (article 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023).

## 2-4) Fiches de constats

### Point de contrôle n° 1 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV
<b>Prescription contrôlée</b> :  Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
<b>Constats</b> : Lors de l'inspection, il a été observé que les ballons d'eau chaudes sanitaires (BECS) n'étaient pas stockés dans une zone couverte. En effet, les BECS étant entourés de mousses ou de laine de verres doivent être stockés dans une zone couverte.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b> : L'exploitant doit démontrer que la dégradation des mousses et/ou des laines de verres entourant les BECS n'est pas susceptible de provoquer leurs dégradations rendant leurs traitements plus compliqués.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais</b> : 1 mois

## Point de contrôle n° 2 : Modification de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 30/05/2024, article 1 <sup>er</sup>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/10/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Dans le cadre de son dossier ayant abouti à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/05/2021, la société REVIVAL devait utiliser le bâtiment existant nommé « D3E », en forme de demi-lune, comme bâtiment de stockage et de traitement de D3E.</p> <p>Cependant, lors de l'inspection de 2022, l'exploitant a déclaré que le bâtiment en demi-lune ne pouvait être utilisé dû à son état ne répondant plus aux exigences.</p> <p>De ce fait, un nouveau bâtiment a été construit afin de traiter les D3E.</p> <p>L'inspection des installations classées a donc demandé à l'exploitant de réaliser un porter à connaissance (PAC) prenant en compte toutes les modifications de l'installation.</p> <p>En 2023, suite à une nouvelle inspection et vu l'absence de remise de ce PAC, un arrêté préfectoral de mise en demeure pour la réalisation de ce PAC a été proposé. Il a été pris par l'autorité préfectorale le 30/05/2024</p>

Par la suite, l'exploitant a procédé à une demande d'examen au cas par cas dont la décision de dispense d'évaluation environnementale n°2024/02603 du 26 juillet 2024 a été notifiée.

Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection que le PAC est en cours d'écriture.

A ce jour, l'exploitant n'a toujours pas déposé ce PAC auprès de l'autorité préfectorale.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit fournir ce PAC dans les meilleurs délais.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

**Point de contrôle n° 3 : Gestion déchets réceptionnés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets

**Prescription contrôlée :**

[...]

II. Procédure d'information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet [...] une information préalable qui contient les éléments ci-dessous.[...]

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

[...]

c) Essais à réaliser :

Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire



dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux [...].

Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX). La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.

Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri ou tout laboratoire compétent.

Il est possible de ne pas effectuer les essais après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :

- toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment justifiées ;
- le déchet fait partie d'un type de déchet pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ;
- l'exploitant met en place une surveillance de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'article 17.

[...]

III. Procédure d'admission

[...]

c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.

[...]

#### **Constats :**

Lors de l'inspection du 18/10/2023, il a été constaté la présence de déchets métalliques issus des résidus d'incinération de l'installation IVRY PARIS 13 (IP13).

Il a été demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs de la procédure d'information préalable et plus particulièrement des essais de lixiviation.

L'exploitant a indiqué qu'aucun document n'a été transmis lors du transfert de ces déchets.

Lors de cette nouvelle inspection, ces déchets métalliques issus de l'incinérateur d'IP13 étaient toujours transférés sur site avant acheminement vers les aciéries.

L'exploitant a indiqué que l'installation de REVIVAL n'est qu'une activité de transit des métaux avant la sortie de statuts de déchets dans les aciéries et qu'il ne peut obliger IP13 à fournir des documents attestant de l'innocuité des métaux transitant sur site.

La société SUEZ, gérante d'IP13, a informé l'inspection des installations classées que des informations génériques et les résultats de l'analyse de lixiviation des mâchefers seront transmis à la société REVIVAL.

Il incombe à l'exploitant de s'assurer que les déchets métalliques ne présentent pas de caractère dangereux pour l'environnement.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit s'assurer que les déchets métalliques issus de l'incinérateur d'IP 13 ne présentent pas de caractère dangereux pour l'environnement.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### Point de contrôle n° 4 : Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 2.6.2
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :</p> <p>1. <b>Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement,</b> y compris :</p> <p>a) des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;</p> <p>b) des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;</p> <p>[...]</p> <p>3. <b>Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux,</b> qui comprennent au moins :</p> <p>a) les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;</p> <p>b) les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;</p> <p>c) l'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;</p> <p>d) la présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué disposer des éléments définis dans l'article mais n'a pas fourni ces documents.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre l'ensemble des documents concernant les effluents gazeux suite au traitement des déchets dangereux présents sur le site décrit dans les points 1 et 3 de l'article ci-dessus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### Point de contrôle n° 5 : Surveillance des effluents gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 2.6.3
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées permettre de remplir ces critères.</p>

Paramètre	Norme(s)	Fréquence de surveillance
Retardateurs de flamme bromés (1)	Pas de norme EN	annuelle
CFC	Pas de norme EN	semestrielle
PCB de type dioxine (1)	NF EN 1948 -1, -2 et -4 (2)	annuelle
Poussières	NF EN 13284-1	semestrielle
Hg	NF EN 13211	trimestrielle
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) (1)	NF EN 14385	annuelle
PCDD/F (1)	NF EN 1948 -1, -2 et -3 (2)	annuelle
COVT	NF EN 12619	semestrielle

(1) La surveillance ne s'applique que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit à l'article 2.6.2.

(2) L'échantillonnage peut aussi être réalisé conformément à la norme CEN/TS01948-5 au lieu de la norme EN 1948-1.

#### Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il va procéder à l'analyse en sortie d'équipement des effluents gazeux.

Cependant, l'exploitant n'a pas réalisé au cours de l'année 2024 d'analyse de rejets atmosphériques alors que les équipements sont en fonctionnement depuis novembre 2023 pour le traitement des GEM-F.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser un contrôle de ces rejets atmosphériques comme défini dans le tableau de l'article ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### Point de contrôle n° 6 : Bilan environnemental annuel

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 2.8.1

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les substances suivantes :

- les huiles issues du traitement des fluides frigorigènes contenus dans les GEM-F (huiles minérales et synthétiques) ;
- les gaz issus du traitement des fluides frigorigènes ou du dégazage des mousses :
  - gaz à fort effet de serre et dangereux pour la couche d'ozone, dérivés du pétrole, comme les CFC, HCFC, HFC ;
  - gaz type hydrocarbures comme le pentane ;
- les PCB susceptibles d'être contenu dans certains condensateurs des GEM-F ;
- le mercure pouvant être contenu dans des interrupteurs de certains GEM-F.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Étant donné que l'installation de traitement n'a été mise en fonctionnement qu'à partir de novembre 2023, l'exploitant n'a pas transmis de bilan environnemental annuel comme défini dans l'article ci-dessus.

Cependant, il est demandé à l'exploitant de réaliser ce bilan pour l'année 2023, afin d'évaluer l'impact de son traitement de déchets dangereux sur l'environnement, et de transmettre au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2025 le bilan environnemental de 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser son bilan environnemental de 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**Point de contrôle n° 7 : Vérification périodique et maintenance des équipements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 8.6.3

**Prescription contrôlée :**

I. L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des [...] éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

II. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Celui-ci est tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports de vérification des installations électriques réalisés par Dekra le 29/05/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Point de contrôle n° 8 : Entretien des moyens d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 8.7.2

**Prescription contrôlée :**

I. Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

II. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

III. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Robinets d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Semestrielle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle
Dispositif de contrôle thermographique	Semestrielle
Dispositif d'aspersion	Semestrielle
Dispositif émulseur	Semestrielle

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports de vérification des extincteurs, des robinets d'incendie armés (RIA) et du système de désenfumage par la société BPI le 06/03/2024.

L'exploitant a également indiqué que les dispositifs de contrôle thermographique, d'aspersion et émulseur normalement contrôlé tous les semestres n'ont pas été contrôlés.

En effet, ces dispositifs étant prévus pour l'ancien système de traitement des GEM-F, les contrôles sont caducs.

L'exploitant demandera la modification de cet article dans son porter à connaissance.

Le sprinklage et la détection incendie font l'objet du point de contrôle suivant.

Le rapport de vérification des portes coupe-feu n'a pas été demandé lors de cette visite, mais doit bien être tenu à disposition de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## Point de contrôle n° 9 : Sprinklage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 8.7.2

**Prescription contrôlée :**

I. Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

II. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

III. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Robinets d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Semestrielle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle
Dispositif de contrôle thermographique	Semestrielle
Dispositif d'aspersion	Semestrielle
Dispositif émulseur	Semestrielle

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir mis en place le système de sprinklage au dernier trimestre de l'année 2023.

Cependant, il n'a pas à sa disposition les contrôles de son système de sprinklage et du système de détection incendie lié au sprinklage.

L'exploitant a indiqué rencontrer des problèmes avec leur fournisseur EUROFEU concernant le contrat de maintenance de son système de sprinklage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit faire contrôler au plus vite son système de sprinklage et de détection incendie afin de s'assurer de son efficacité.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### Point de contrôle n° 10 : PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p> [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé ces 3 campagnes successives d'analyses des substances PFAS comme défini au II de l'article 3 de l'arrêté ministériel sus-cité.  Cependant, l'exploitant n'a transmis que les résultats de sa première campagne d'analyse.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre, par voie électronique, toutes ces campagnes d'analyse et les commenter.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois